

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 14 mars 1985

La séance est ouverte à 11 heures.

• (1105)

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

#### LA LOI SUR LES ACCORDS DE BRETTON WOODS

##### MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 13 mars, de la motion de M. Hnatyshyn (au nom du ministre d'État (Finances)): Que le projet de loi C-30, tendant à modifier la Loi sur les accords de Bretton Woods, à abroger la Loi sur l'Association internationale de développement et à modifier d'autres lois en conséquence, soit lu pour la 2<sup>e</sup> fois et renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, quand la Chambre a ajourné ses travaux hier soir, on avait justement eu l'occasion de soulever pour tous les Canadiens les problèmes avec lesquels les pays en voie de développement sont actuellement aux prises et les mesures qui devront être prises par le gouvernement canadien en vue d'aider, justement, ces pays. Et on sait très bien que le Fonds monétaire international joue un rôle dans ce domaine, mais il faudrait aussi se rendre compte qu'il y a également d'autres organismes qui devraient jouer leur propre rôle, si on désire avoir une économie mondiale plus forte et plus fructueuse.

[Traduction]

Lorsque le débat a été ajourné hier, j'avais eu le plaisir d'indiquer certains des domaines dans lesquels les gouvernements fédéraux libéraux avaient joué un rôle majeur sur la scène internationale, et particulièrement le dialogue Nord-Sud, la Conférence de Cancun, ainsi que le rôle de notre ex-premier ministre Pierre-Elliott Trudeau. Je pense que nous avons collectivement le devoir de ne pas nous reposer sur les lauriers des gouvernements précédents.

Il est absolument nécessaire, à mon avis, que le gouvernement prenne une initiative dans le domaine de l'égalité monétaire internationale. Sur ce plan, le Fonds monétaire international a un rôle très important à jouer, mais il y a en fait d'autres mécanismes dont il faut tirer un meilleur parti pour que l'économie mondiale puisse prospérer. Je pense en particulier au rôle de la CNUCED dans les négociations visant à donner aux pays du tiers monde et aux pays en voie de développement un accès aux marchés nord-américains qui sont beaucoup plus développés.

En raison de leur supériorité économique, les pays développés consommateurs de matières premières ont monopolisé les transports, la commercialisation et la transformation de ces

matières. Cela fait que les pays sous-développés ne touchent qu'une part infime du prix de vente final. En fait, la CNUCED a calculé que la semi-transformation locale de dix matières, qui ferait sortir ces pays de la mentalité de fournisseurs de matières brutes qui malheureusement semble entacher la politique d'exportation du gouvernement actuel, la semi-transformation, dis-je, permettrait à ces pays de multiplier par 1.5 leurs recettes actuelles. L'état de choses actuel ne vient pas essentiellement d'obstacles à la transformation qui auraient été érigés par la structure douanière des pays développés. Je pense que le nouveau gouvernement devra prouver aux Canadiens qu'il agit. Il faudra qu'il évoque ce sujet lors des négociations au sommet qui vont avoir lieu au cours de la fin de semaine entre le premier ministre du Canada (M. Mulroney) et le président des États-Unis.

Il tombe sous le sens à mon avis que nos rôles et nos responsabilités dépassent les limites du pays et du continent. Il faut qu'ils s'étendent à ces pays qui s'efforcent actuellement de se débarrasser d'une dette intérieure incroyable et qui, par le biais d'organismes et de mécanismes comme le Fonds monétaire international, la Conférence de Cancun et la CNUCED, cherchent la possibilité d'avoir leur part des énormes marchés mondiaux de matières premières dont j'ai déjà parlé. Malheureusement, au cours de ses premiers mois d'activité le gouvernement a donné à penser qu'il voyait l'économie mondiale d'un autre œil que les gouvernements libéraux précédents. Je pense par exemple aux promesses que les conservateurs ont faites dans ce domaine pendant la campagne électorale et dont j'ai parlé hier.

Le gouvernement a promis de réviser notre politique étrangère en prenant l'avis des Canadiens, mais en même temps il a cautionné une politique étrangère qui suit servilement celle des États-Unis d'Amérique. Au lieu d'aller demander aux Canadiens s'ils veulent avoir une politique culturelle indépendante, une politique économique indépendante et une politique de défense indépendante, le gouvernement a pris des engagements qui montrent clairement son intention de singer les politiques socio-économiques et les politiques de défense de nos voisins du Sud.

• (1110)

[Français]

Monsieur le Président, à mon avis, il est triste de constater que le gouvernement, en même temps qu'il a fait beaucoup de promesses au cours de la campagne électorale, a dit: On va avoir des discussions avec tous les Canadiens au sujet de l'économie, au sujet de nos liens internationaux avec, par exemple, le Fonds monétaire international; on va en discuter avec tous les Canadiens afin de savoir ce qu'ils pensent de notre politique étrangère vis-à-vis de la défense.